

Présentation :

Le livre d'une vie. Le livre d'une lutte. Le livre sans lequel commémorer la guerre 14-18 c'est continuer de s'aveugler ! Dès les premières lignes Verfeuil nous informe qu'il n'est pas son héros. Courtès, l'Apostolat est un nouveau socialiste en 1914 et il a une famille, deux éléments essentiels qui n'ont aucun lien avec Verfeuil qui fut socialiste dès 1904 et n'a jamais eu de famille. Bien sûr des éléments autobiographiques sont présents car comme son héros Verfeuil est contre la guerre et comme son héros il est présent à l'enterrement de Jaurès.

Le livre est achevé le 11 août 1923. Il est publié grâce au journal *La Vague* en 1926. Un cadeau de ses amis au militant mourant ? Verfeuil, en effet, est tuberculeux et un an après, il meurt dans un sanatorium des Landes, mais il a tenu à se faire enterrer à Montauban.

Le livre contient un récapitulatif des ouvrages de l'auteur :

Fleurs d'Avril, poésies.

Pourquoi nous sommes antimilitaristes.

Le syndicalisme des Fonctionnaires.

A Jean Jaurès, poème.

En préparation

Le Pain quotidien, roman.

Voici la préface et trois chapitres en attendant la publication prévue pour novembre 2014. J-P Damaggio

Raoul Verfeuil

L'apostolat

Préface

Le livre que voici est digne de son titre *L'Apostolat*.

Roman ? Certes, mais par les à-côtés, peints d'une touche rude et forte, par ces terribles aspects de ce que fut la société bourgeoise durant la guerre, par cette vie, enfin, du héros, le professeur Courtès, l'Apôtre.

Roman d'une foi, et la plus belle de toutes, puisque c'est la religion de la paix qui l'inspire !

Roman d'une désillusion aussi, car toute foi est Passion, et s'achève à l'éternel Jardin des Oliviers.

Courtès, prophète abandonné, connaît comme tout prophète la lapidation, et puis, dans l'affreuse angoisse du doute, l'inévitable sueur de sang.

Mais ce qui donne à cette œuvre sa signification profonde, ce qui en fait la riche substance, c'est la sève historique dont elle bouillonne. Roman vécu, et vivant, mais roman vivant surtout parce que roman historique.

Raoul Verfeuil, avec l'Apostolat, se révèle en effet non seulement un excellent

romancier, mais encore, mais surtout un historien véridique et puissant, un historien d'une irréfutable, d'une lumineuse documentation.

L'Histoire ! Quelle œuvre d'imagination l'égale ? Les probes moyens du roman mis au service des Faits, des faits tout illuminés par la sombre lumière de la Vérité, et voilà la divinité formidable qui surgit et s'impose. Voilà l'Histoire, voilà la Vérité en marche !

Il faut louer Raout Verfeuil de la mesure et de l'art avec lesquels il a ressuscité ce passé si proche. Tant d'aveuglements dus à une stupidité congénitale quand ce n'est pas à une sinistre hypocrisie ! Tant de myopies lâchement intéressées ! La masse aux crânes bourrés commence à peine à distinguer les routes par lesquelles on l'a menée, ramenée, maintenue à l'abattoir. Nous sommes trop près, encore le nez dans le mensonge sanglant les yeux butés aux murs de la légende...

Petit à petit pourtant, le jour se lève. Il faut lire, afin de voir plus clair, ces pages émouvantes. Raout Verfeuil, à travers l'apostolat de Courtès, nous y fait toucher du doigt le pourquoi, le comment de ces cinq Années Terribles où la France abdiqua, aux mains des mauvais bergers.

Inférieurs à leur destin sauf peut-être, durant qu'il « faisait la guerre », ce Clemenceau que Verfeuil nous silhouette, monstre complet dans toute la rigueur de son féroce jacobinisme, ne le furent-ils pas tous, les chefs de nos partis politiques, socialistes compris ? Le tableau que l'auteur en trace avec des couleurs qui sentent le frais et montrent le vif, n'est point pour rehausser ces hommes, tous limités à des horizons de personnes. Ces récits que l'on devine autobiographiques ont un accent de sincérité douloureuse, qui ne s'imité pas.

Je ne ferai à Raoul Verneuil qu'une querelle :: la fin de l'Apostolat. Avec elle s'achève le rôle agissant de l'Apôtre. Professeur devenu député, Courtès démissionne. J'allais dire déserte.

Je sais bien que la guerre est pour lui finie. Mais la paix, telle que les saboteurs de Versailles l'ont faite, est comme une autre guerre, qu'il faut aussi gagner. Courtès n'avait pas le droit de renoncer à servir son idéal. Il le voit trahi par certains de ses frères ? Mais c'est la triste loi de la vie. Il se voit lui-même méconnu, rejeté de son propre parti... Après ? Honni à droite, honni à gauche, tel est le sort réservé à tous les indépendants.

Et n'est-ce pas la condition même du progrès, que ce perpétuel mouvement des idées, — ou plutôt ce cheminement incertain des hommes, à la suite des idées ? A mesure qu'un parti vieillit, une partie s'en détache, et reste en arrière. Partie tient bon, au centre. Mais déjà, les jeunes ont poussé plus loin la pointe d'avant garde.

Les Socialistes républicains sont-ils encore des socialistes ? Les unifiés, déjà scindés ne vont-ils pas se scinder à nouveau ? De la gauche à la droite la troupe s'égaille, cependant que menant le branle les extrémistes s'élancent, à la conquête de l'Inconnu, à la poursuite de la Chimère...

Je dis que le devoir de Courtès est, malgré la petitesse des camarades de demeurer fidèle à la grandeur de sa pensée, en continuant à la servir à son rang, quotidiennement. On sait, du reste, que ce ne sont presque jamais ceux qui sèment qui récoltent, et que le véritable héroïsme est bien de continuer à aimer l'Humanité quand on a appris à mépriser la plupart des hommes

Raoul Verfeuil nous doit, avec la vie continuée de Courtès, un autre roman. Point de fin que la mort, à un véritable apostolat.

Les belles pages initiales sur Jaurès l'attestent, L'apostolat n'est une fin qu'en soi. L'apostolat est perpétuel recommencement. VICTOR MARGUERITTE

CHAPITRE PREMIER

Je vais aux nouvelles. Ne vous inquiétez pas si je rentre tard, dit Pierre Courtès.

Et ayant embrassé ses deux enfants, une blondinette ravissante de dix ans et un garçonnet déjà solide de douze, qui, le dîner terminé, allaient se coucher, il sortit.

— Sois prudent, lui recommanda sa femme en l'accompagnant jusqu'à la porte. Il y a une telle fièvre ! On était au 31 juillet 1914. D'heure en heure, de minute en minute, la situation internationale s'était aggravée. Depuis deux jours surtout, la tension diplomatique était extrême. Mobilisation de la moitié de l'armée russe venant après la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie ; échec de la proposition de Sir Edward Grey tendant à laisser les armées austro-hongroises occuper Belgrade pendant que les grandes puissances offriraient leur médiation qui serait acceptée ; refus d'internationaliser le conflit ; proclamation de l'état de danger de guerre par l'Allemagne, tels étaient les principaux événements qui s'étaient produits durant ces deux jours et qui faisaient haleter l'Europe conduite peu à peu au bord de l'abîme où elle allait être précipitée.

Les bruits les plus sinistres rôdaient. Ce matin même, disait-on et c'était vrai, l'ordre de mobilisation générale avait été donné à Vienne et à Saint-Pétersbourg, et l'on ajoutait — ce qui était encore inexact — que l'Allemagne mobilisait à son tour. Des incidents de frontière — racontait-on encore — avaient éclaté ; un poste français avait été attaqué par une patrouille allemande ; les avions «boches» avaient survolé un département limitrophe ; la guerre était imminente.

L'opinion publique, confiante et pacifique l'avant-veille encore, était devenue subitement ombrageuse et irritable. Quarante-huit heures avaient suffi aux journaux pour la transformer de la sorte.

Elle était convaincue maintenant que l'Empire germanique — qu'elle avait cru jusqu'ici hors du conflit balkanique — poussait sournoisement à la guerre souhaitée d'ailleurs par lui depuis quarante ans, et que le différend austro-serbe lui donnait enfin l'occasion tant désirée de déchaîner.

Le ton de la presse était monté au diapason le plus aigu et le plus hypocrite à la fois. Les menaces les plus fanfaronnes se mêlaient aux protestations pacifiques les plus ardentes, la France ne voulant pas la guerre mais étant résolue, si on la lui imposait, à la faire et à la gagner, quel que fût d'autre part son amour immense de la paix.

Et c'était le rappel des divers incidents qui, depuis 1871, avaient surgi entre les deux pays et avaient failli les jeter l'un contre l'autre : affaire Schnaebelé, Tanger, Agadir, sans parler des difficultés secondaires ignorées du grand public et qui avaient mis aux prises, dans l'ombre des cabinets diplomatiques, les chancelleries rivales.

La presse, une fois de plus, jouait merveilleusement son rôle. L'abrutisseur fonctionnait à la perfection. Demain, les foules, enthousiasmées, partiraient en chantant vers les hécatombes glorieuses.

Des cortèges, cet après-midi, avaient déjà défilé sur les grands boulevards aux cris, comme en 1870, de « A Berlin ». Des ouvriers qui, du haut d'un échafaudage, s'étaient permis de riposter par « A bas la guerre », avaient été promptement descendus et

rossés. Deux menus faits, sans doute, mais qui, quarante-huit heures plus tôt, ne se fussent pas produits et qui témoignaient de l'infiltration déjà profonde du virus belliciste dans les cerveaux.

Pierre Courtès pensait à cette évolution subite de l'opinion. Était-ce donc vrai que l'idée de guerre repoussée avec horreur il y avait à peine deux jours fût, à présent, accueillie, acceptée, tolérée par le plus grand nombre ?

La guerre ! Allons donc ! Elle n'était pas possible... on ne la ferait pas, Pierre Courtès, âgé de 42 ans, le corps malingre, mais le visage empreint d'une aménité qu'adouçissaient encore de bons yeux de myope et une barbe blonde frisottante, était professeur d'histoire au lycée Janson-de-Sailly.

Avec sa femme et ses deux enfants, il habitait dans une de ces rues silencieuses qui font du quartier de Pasy une oasis de tranquillité dans l'immense tumulte de Paris.

Il avait loué rue Nicolo un modeste appartement et il passait là, parmi les joies sereines de la famille et celles, plus savoureuses, de l'étude, les heures qu'il ne consacrait pas à ses cours.

Le quartier, ce soir du 31 juillet 1914, était encore plus calme et plus esseulé qu'à l'ordinaire.

Deux ou trois passants nonchalants, un concierge sur le pas de sa porte, qui se fût douté qu'on se trouvait à Paris et à la veille de la plus formidable conflagration que le monde eût jamais vue !

Ce silence, ce calme, cette solitude impressionnèrent favorablement Courtès et détendirent un peu ses nerfs.

Quelle semaine d'inquiétudes, d'angoisses que celle qui finissait et comment allait-elle finir !

Il était huit heures. Il décida de se rendre aux grands boulevards, puis à l'Humanité. Il avait adhéré, depuis quelques semaines, au Parti socialiste et on lui communiquerait certainement, au journal du parti, les dernières dépêches. Elles seraient peut-être meilleures, après tout, que celles du matin. Le monde n'était tout de même pas assez fou pour se battre à cause d'un archiduc autrichien !

Rue de la Pompe, Courtès voulut prendre l'autobus Passy-Bourse, puis il imagina de passer par le bois et d'emprunter, avenue Henri-Martin, le tramway La Muette-Taitbout.

Des idées tellement désordonnées et contradictoires affluaient à son cerveau, un tel choc d'espoirs et de découragements l'endolorissait, la fièvre battait avec tant de violence à ses tempes que quelques minutes de recueillement, de marche et de plein air lui étaient presque nécessaires.

La Muette, ce délicieux parc à la Watteau que des groupes de jeunes femmes et d'enfants emplissent, jusqu'aux dernières heures du jour, de toilettes claires, de rires et de jeux, était, pour une fois, déserte.

Seuls, au pied d'un arbre, le professeur vit un couple d'amoureux qui s'enlaçaient, tailles et lèvres jointes.

Il traversa sans hâte la pelouse. Boulevard Lannes, il s'arrêta devant l'échappée lumineuse qui, par-dessus les lacs et le bois, aboutissait au Mont Valérien, nettement détaché sur l'écran pur du ciel. Le Mont Valérien De ce fort, que la Commune, aux heures de son triomphe, avait négligé de prendre, l'armée versaillaise avait mitraillé Paris.

La Commune ! Versailles ! La guerre civile après la guerre étrangère.

Courtès, à cette évocation, eut un tressaillement.

Allait-on à de semblables événements en cette fin de juillet 1914 pleine déjà du fracas des armes que, de part et d'autre, on apprêtait ?

Optimiste par nature, il écarta le cauchemar. Sans doute, le péril était grand, mais tout n'était pas encore perdu. Des forces de paix subsistaient. Il y avait la Confédération générale du Travail qui, le mercredi même de cette semaine, avait, malgré la police, organisé contre la guerre, en pleins boulevards, une impressionnante manifestation ; il y avait le Parti socialiste, fort de ses cent députés et de ses 80.000 adhérents ; il y avait Jaurès ! Or, Jaurès croyait à la possibilité d'un arrangement diplomatique, et dans son éditorial de l'Humanité, intitulé **Sang-froid nécessaire**, il disait que le danger, si grand qu'il fût, n'était pas invincible et qu'avec la lucidité de l'esprit et la fermeté de la raison on pouvait le conjurer.

D'autres crises, aussi graves sinon plus, avaient surgi ces dernières années. Elles s'étaient finalement dénouées sans dommages. Pourquoi n'en serait-il pas de même cette fois ?

Courtès regarda l'horizon proche. Derrière les coteaux de Suresnes, le soleil se couchait dans un rutillement qui embrasait le ciel. Et ses derniers rayons tombaient sur le bois en une pluie de flammes qui mettait aux cimes des arbres comme des bouquets d'or.

Comment les hommes, devant cette nature si belle et qui leur donnait de si émouvantes leçons de sérénité, pouvaient-ils penser à autre chose qu'à vivre et qu'à aimer ? Comment, surtout, pouvaient-ils en arriver à concevoir, préparer et perpétrer des dévastations imbéciles et de fratricides égorgements ?

Quel sacrilège et quelle aberration !

C'était aux épousailles fécondes et non à la mort que les conviait l'été fastueux.

Un tramway s'avancait. Courtès y monta. Dans la voiture et dans les rues, des gens graves qui dévoraient les journaux du soir. Jusqu'à, Saint-Augustin, peu de monde. Le sang de Paris, refoulé des quartiers périphériques, affluait au cœur même de la ville. Boulevard Haussmann, le va-et-vient se faisait plus dense. Au carrefour de la Chaussée d'Antin, c'était déjà la cohue.

Le terminus atteint, Courtès descendit. Quelques secondes après, il se trouva en pleins boulevards, emporté tout de suite dans le remous énorme de toute une population haletante. Une rumeur confuse montait de cette mer humaine qui battait de son flux impétueux et zigzaguant la chaussée et les trottoirs. Innombrables, des hommes étaient là qui attendaient que se fixât leur destin.

Et une parole, tout à coup, frappa Courtès de stupeur et d'angoisse.

— On a tué Jaurès !

Bouleversé, il se précipita sur l'homme qui venait de prononcer la terrible phrase.

— Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai ! Qui vous a dit ça ?

— C'est un bruit qui court, répondit l'inconnu. Jaurès aurait été tué dans un restaurant du Croissant où il dînait avec des amis.

Malgré la précision qu'on lui donnait, le professeur ne pouvait croire à la nouvelle abominable. Qui donc eût osé commettre un pareil crime et à pareille heure surtout ?

Mais des camelots, chargés d'éditions spéciales, hurlaient déjà l'horrible événement En manchette « Jaurès assassiné » et le récit succinct du meurtre suivait.

Jaurès, revenu tard d'une délégation au ministère des Affaires étrangères où il avait été envoyé par le groupe socialiste au Parlement, s'était rendu, avant d'écrire son éditorial de l'Humanité, au restaurant du Croissant, en compagnie de quelques-uns de ses collaborateurs.

On achevait de dîner lorsque deux coups de feu retentirent. Par la fenêtre ouverte contre laquelle Jaurès était adossé, un misérable avait tiré sur le tribun.

Courtès acheta un journal et, d'un trait, il lut l'atroce récit. Le journal ne disait pas si Jaurès était mort.

La foule, plus compacte et plus enfiévrée, portait Courtès vers le boulevard Montmartre.

Pour arriver plus vite à l'Humanité, il se dégagea de l'étreinte mouvante et prit des rues transversales. Peut être Jaurès était-il seulement blessé et pourrait-on le sauver. Dans quelques minutes, Courtès allait savoir. Jaurès ne mourrait pas, Jaurès ne pouvait pas mourir. La France, l'Europe, le Monde, la Paix avaient besoin de lui, de sa présence formidable et discrète, de son labeur puissant et divers, de sa bonté rayonnante, de l'ascendant subtil et impérieux qu'il exerçait sur les peuples — sur tous les peuples — et même sur les gouvernements, de son éloquence imagée et divine, de sa culture immense et sans apprêt, de son optimisme trop obstiné peut-être mais si généreux, de son génie enfin, son génie vaste comme son cœur et comme son intelligence et tel qu'il n'y en avait pas eu de semblable depuis des siècles peut-être !

Courtès marchait comme dans un rêve ou une hallucination. Rue Feydeau, il rencontra un député socialiste qu'il connaissait et qui, comme lui, allait à l'Humanité. Le député pleurait.

— Les salauds ! ils l'ont tué !

— Est-ce qu'il est mort ? demanda Courtès.

— On l'affirme, répondit, en sanglotant, le parlementaire.

Ils pressèrent le pas, remontèrent la rue Montmartre envahie par la foule. Devant le restaurant du Croissant, l'attroupement était tel que, pour passer, le député dut décliner son nom et sa qualité. Courtès et lui pénétrèrent dans le restaurant. Jaurès était là, couché sur une table de marbre, mort.

Courtès, hébété, regardait le cadavre.

C'était en lui comme un effondrement. Il lui semblait que tout croulait en lui, à la façon de ces dunes de sable qui, tout d'un coup, s'affaissent, glissent et se désagrègent dans l'océan qui sournoisement les rongerait. Il n'avait vu Jaurès qu'une fois, dans une réunion électorale ; il ne lui avait jamais parlé ; il était de son parti, mais depuis quelques semaines seulement et n'avait encore — préférant le cabinet de travail au forum — jamais effectivement milité !

Et voilà que la mort de cet homme l'anéantissait. Il eût perdu les êtres les plus chers, sa femme adorée, ses deux enfants idolâtrés, qu'il n'eût pas éprouvé, croyait-il, pareille commotion. Le coup eût été terrible, la douleur atroce ; le désarroi moral eût été moindre.

Jaurès mort, c'était la paix elle-même qu'on avait assassinée. Aucun espoir ne subsistait plus à présent. L'ouragan qui soufflait déjà dans les Balkans allait s'abattre sur la Russie, sur l'Allemagne, sur la France, sur l'Italie, sur l'Angleterre peut-être, sur d'autres pays encore qu'il dévasterait.

Diplomates et ministres avaient la partie belle : il n'y avait plus maintenant personne qui pût les empêcher de jeter sur la table du monde l'atout rouge de la guerre. Le seul homme qui les gênait et, dont l'autorité était assez forte pour les faire reculer gisait là, la nuque trouée d'une balle, inoffensif désormais.

On ne le verrait plus démêler avec sa clairvoyance prodigieuse les intrigues ténébreuses de la diplomatie et de la finance internationales ; il ne démasquerait plus les gouvernements pusillanimes ou asservis ; il ne dénoncerait plus, dans les conflits

d'aspect patriotique le plus noble, la présence souterraine du capitalisme tout puissant ; il, n'appellerait plus les foules, que sa voix galvanisait, à la réflexion et à la révolte ; on ne subirait plus la subjugante menace de son index tendu vers l'adversaire comme une baïonnette qui pointe ou de ses deux poings crispés ; on n'entendrait plus son tonnerre...

Avec Jaurès, c'était toute possibilité de résistance et de salut qui disparaissait. A présent, la guerre était probable, la guerre était sûre, la guerre était probable. C'était tout un monde qui finissait, roulé dans un linceul de boue et de sang. Tout était perdu : il n'y avait plus rien.

Et Courtès pleura. Il pleura comme pleuraient tous ceux qui étaient là, les collaborateurs les plus intimes du tribun, terrassés de douleur muette ; les camarades du Parti accourus en grand nombre ; des ouvriers n'appartenant à aucune section socialiste, mais pour qui Jaurès était le symbole même de la lutte contre l'injustice sociale et contre la guerre ; des intellectuels que son grand exemple avait gagnés au socialisme ; un officier même qui venait de se jeter, en sanglotant, sur le cadavre.

Au dehors, la foule grossissait sans cesse. La nouvelle était arrivée, fulgurante, dans les quartiers les plus éloignés. On a tué Jaurès ! On a tué Jaurès ! Elle y causait une émotion considérable. Les faubourgs ouvriers étaient en effervescence. Des masses sombres et résolues descendaient de Ménilmontant, de Belleville, de la Nation. La rue Montmartre fourmillait de milliers de personnes qui, le premier moment de stupeur passé, criaient vengeance.

— C'est le *Conservateur* qui a fait le coup. Allons au *Conservateur*, disait-on dans de nombreux groupes.

— Vive Jaurès ! A bas Charras ! A bas Beaudet ! les cris se multipliaient à l'adresse de ceux que le peuple, dans son bon sens et son instinct, rendait responsables du crime qu'ils avaient en effet moralement sinon effectivement préparé.

On ne savait rien encore de l'assassin, mais on connaissait les accusations de trahison et les provocations à l'assassinat parues depuis des années dans certaines feuilles et qui, ces jours-ci, s'étaient faites plus brutales et plus précises.

.Quel que fût le bras qui eût porté le coup, il n'était pas difficile d'établir où l'attentat avait été conçu et quels étaient les vrais coupables.

S'ils n'avaient pas voulu et préparé matériellement le meurtre, ils l'avaient, en tout cas, rendu possible et même fatal.

Ce n'est pas impunément qu'on désigne chaque matin et chaque soir un homme comme Jaurès à la vindicte publique ; qu'on le représente comme un agent de l'ennemi et qu'on émet le souhait de le voir, au moment de la mobilisation, « collé au mur » comme l'écrivait un journaliste très patriote, quelques jours avant. Il finit par se trouver un cerveau trouble qu'on suggestionne, un bras fébrile qu'on arme et qui tue.

Courtès, titubant de douleur et de détresse, était sorti du restaurant tragique et il entendait monter la clameur de malédiction et de vengeance.

Dans un groupe, un vieil ouvrier à la longue barbe blanche tendait le poing.

— Ah ! Les cochons ! ils nous le paieront !

— C'est le moment de tenter quelque chose, dit un de ses voisins. Avec le cadavre de Jaurès, Paris, si nous le voulons, est à nous.

— Que proposes-tu ? demanda l'homme à la barbe blanche.

— Essayer un mouvement. C'est dans des heures comme celles-là qu'on fait les révolutions.

Celui qui venait de parler était jeune, mais d'aspect énergique et sérieux. Il portait une cote bleue, étant venu directement de l'usine où il travaillait, dans la hâte de connaître les dernières nouvelles. Et c'était la mort de Jaurès qu'il avait apprise, mais cette mort, au lieu de l'abattre, l'exaltait.

— C'est l'occasion ou jamais, ajouta-t-il. Je dois rejoindre demain. Mourir pour mourir, mieux vaut que ce soit devant l'Elysée que sur un champ de bataille, contre des prolos comme nous.

— Ah ! si l'on pouvait ! dit le vieillard.

Courtès n'entendit pas la suite de la conversation. Une rumeur plus forte s'éleva, un tourbillon le prit et l'entraîna plus loin, sous les fenêtres mêmes de *L'Humanité*.

De nouveaux arrivants survenaient Et c'était une colère sourde qui, peu à peu, empoignait ces milliers d'hommes aux yeux pleins de larmes et à l'âme ravagée, une de ces colères collectives qui s'emparent des foules certains soirs de fièvre et de malheur et qui font, en effet, les émeutes, sinon les révolutions.

Les cris s'exaspéraient, les regards devenaient plus farouches sous le brouillard des pleurs ; des mains, brûlantes, cherchaient une arme au fond des poches ; une atmosphère d'émeute naissait.

La rue pouvait être au peuple, à ce peuple de Paris qui l'avait si souvent arrosée de son sang, qui l'avait si souvent conquise et si souvent perdue et qui pouvait la reprendre et la garder cette fois — définitivement.

Qu'un homme autorisé se levât, qu'un chef parlât et Paris pouvait être soulevé et pouvait vaincre — enfin.

Un homme parut -- qui n'était pas un chef. On le vit s'avancer au balcon de *l'Humanité* et signifier, d'un geste, qu'il voulait parler. C'était un député socialiste — d'origine ouvrière et que le peuple aimait.

Au lieu des paroles de révolte que beaucoup attendaient, ce furent des exhortations au calme et à la sagesse qu'on entendit ; au lieu des mots d'ordre d'action virile, voire désespérée, ce furent des conseils de pondération.

— Retirez-vous. Retirez-vous...

Le révolutionnaire faisait place au prédicateur ; sous l'internationaliste perçait le patriote d'union sacrée, déjà...

La foule, qu'un langage opposé eût portée d'enthousiasme à l'Elysée ou à l'Hôtel de Ville, se laissa convaincre.

Puisque des hommes responsables, puisque des élus lui recommandaient de ne pas bouger, c'est qu'en effet il ne fallait pas ou qu'on ne pouvait pas bouger.

Le corps de Jaurès, d'ailleurs, apparaissait. Une ambulance était arrivée ; on allait transporter le grand mort chez lui, villa de la Tour, dans cette modeste maison pleine de silence et de recueillement, dont les adversaires du tribun n'avaient pas craint de faire — à l'exemple du fameux château de Bessoulet — un véritable palais.

Les têtes se découvrirent ; on entendit des sanglots hoqueter et la foule qui, derrière le cadavre de Jaurès brandi comme un drapeau, se fût ruée à l'assaut du pouvoir, se dispersa ou, docilement, suivit la dépouille glorieuse et inutile.

Courtès prit place aux premiers rangs du cortège lugubre.

Il lui semblait qu'il vivait, depuis quelques heures, un cauchemar. En vain essayait-il de rassembler ses idées. Jamais il n'avait éprouvé un tel désordre de l'esprit et connu un tel ébranlement. Il allait à la dérive, comme la barque sans pêcheur que le fleuve emporte et qui coule à la première chaussée ou se brise au premier pont — ou comme le navire que l'ouragan jette au rocher.

Jaurès mort, que fallait-il faire et que pouvait-on faire ?

Le matin encore, un pilote était là, le gouvernail solidement fixé dans ses mains robustes, le regard perçant et clair, devinant les écueils et prévoyant les orages. On se fiait à lui, on s'abandonnait même à lui parce qu'on savait qu'il vous conduirait aux rivages propices.

Maintenant, sans lui, on naviguait dans les ténèbres, parmi les rochers sournois et la tempête engloutisseuse.

Que faire ? Que faire ?

A la grille de la villa de la Tour — le corps de Jaurès déposé dans la chambre mortuaire — Courtès se heurta aux deux ouvriers qu'il avait remarqués rue Montmartre, le vieillard à barbe blanche et le jeune homme à cote bleue.

— C'est tous des lâches, disait le jeune homme. Nous avons raté le coup...

Le vieillard hocha la tête, mi-sceptique et mi-convaincu.

— Il nous manque un Blanqui, regretta-t-il.

Blanqui ! Ce nom et ces paroles firent sursauter Courtès que la première conversation de la rue Montmartre avait déjà impressionné.

Était-il vrai que la Révolution fût possible ?

Était-il vrai que Blanqui l'eût tentée en ce jour tragique du 31 juillet, gros des événements les plus imprévus et les plus immenses, lourd déjà de tous les sacrifices, de tous les héroïsmes, de toutes les lâchetés et de toutes les horreurs ?

Il se tâta le front. Un étau brûlant enserrait ses tempes. Eperdu, il se dirigea vers son domicile proche.

Dans la chambre familiale où sa femme, inquiète, l'attendait, il s'abattit, comme assommé, sur le lit, dans un flot de larmes.

-- On a tué Jaurès ! On a tué Jaurès !

CHAPITRE II

Courtès, évadé de bonne heure d'un sommeil pénible, se jeta sur les journaux. L'assassinat de Jaurès les remplissait. On donnait l'identité et la graphie de l'assassin, un misérable dont on ne savait s'il avait été poussé au crime ou s'il l'avait, lui seul, mûri et perpétré.

Et les journaux publiaient le texte d'une affiche que le gouvernement avait fait placarder dans la nuit et qui, déplorant la mort de celui qui avait illustré la tribune française, invitait la population au sang -froid.

Le criminel serait châtié, promettait l'affiche.

Et l'on annonçait comme probable pour le soir même la mobilisation.

La mobilisation n'est pas la guerre, disait une autre affiche officielle qui, dès l'après-midi, allait couvrir les murs de Paris. La presse, par avance, mettait cette phrase en évidence, pour mieux tromper l'opinion pourtant prête au sacrifice.

Courtès, à la nouvelle de la mobilisation imminente, avait pâli.

Qu'y a-t-il, mon ami ? demanda Mme Courtès qui venait de réveiller les enfants et entraînait avec eux dans la salle à manger où le professeur avait l'habitude de décacheter son courrier.

— Tiens ! lis ! On mobilise probablement ce soir, et il lui passa les journaux.

Grande, élancée, très jolie sous ses bandeaux bruns, Mme Courtès, plus jeune de dix ans que son mari, était une femme d'une remarquable intelligence, d'une haute élévation de pensée et d'un grand cœur.

Alors que Courtès était d'origine ouvrière, son père, charpentier, et sa mère, lingère, vivant encore dans une jolie sous-préfecture du Gers, elle était issue, elle, d'une famille de riches commerçants. Mais, d'esprit très large, elle partageait les idées de son époux, qu'elle aimait, après quatorze ans de mariage, autant qu'au premier jour.

Le meurtre de Jaurès l'avait, elle aussi, atterrée. L'annonce de la mobilisation la bouleversa.

— C'est horrible ! et, dans un élan d'impétueuse tendresse, elle se jeta en sanglotant dans les bras de Courtès qu'elle étreignit.

Les enfants, apeurés, se mirent, eux aussi, à pleurer.

Elle les prit, les embrassa, les câlina.

— Mes pauvres petits. Vous comprendrez, plus tard.

Les enfants, caressés, retrouvèrent leur quiétude.

De grands bols de café au lait avec des brioches appétissantes venaient d'être apportés par la bonne. On déjeuna.

La salle à manger donnait sur un jardin charmant que nul horticulteur ne ravageait et qui poussait à sa fantaisie, au grand air libre ; les murs de clôture étaient envahis de lierre et de liserons ; des ormes et des marronniers le couvraient d'une ombre fraîche et dense. Sur la pelouse au gazon touffu, une nuée de pierrots s'était abattue et piaillait.

Mme Courtès leur jeta du pain. Quelques-uns, hardis, vinrent jusqu'à elle, au bord de la fenêtre largement ouverte. Un d'entre eux vola même jusqu'à sa main où il prit, rapide, une becquée.

On se serait cru à cent lieues de Paris.

La matinée était radieuse; la journée serait splendide — journée de soleil et journée de sang.

Déjà des hommes partaient, ou même étaient partis vers la frontière, vers la tuerie.

Courtès, la tête dans ses mains, le regard perdu, était plongé dans une rêverie profonde.

Sa femme s'approcha de lui.

— C'est peut-être vrai, dit-elle doucement, la mobilisation n'est pas la guerre.

Il leva les yeux. Il vit ce visage si pur et si cher, ces prunelles si claires et si douces qui sollicitaient un apaisement. Il sentit, sous la blouse légère, le cœur qui battait à coups précipités et qui avait besoin qu'on ralentit son rythme furieux. Il aperçut, prolongeant avec délices leur déjeuner, les enfants adorables et adorés.

Il approuva, malgré la conviction qui s'ancrait en lui depuis la veille, que c'était bien la guerre, qu'on ne pouvait plus l'éviter et qu'elle allait fondre sur l'Europe comme le rapace fond sur l'oiselet épouvanté et impuissant.

— Oui, c'est peut-être vrai... Il reste encore un espoir.

— Que vas-tu faire ? lui demanda-t-elle.

Il la regarda, étonné. C'était une question à laquelle il n'avait pas songé. Quand le sort de l'humanité se joue, a-t-on le droit de penser à sa seule personnalité ? Quand des multitudes d'hommes sont sur le point d'être broyés, peut-on se préoccuper du destin d'un individu ?

La question, pourtant, se posait.

Militairement parlant, il n'avait qu'à attendre. C'était l'indication qui figurait sur son livret. Il n'avait d'ailleurs jamais été soldat, ayant été, au moment de l'incorporation de sa classe, réformé pour une affection cardiaque dont il souffrait toujours.

Et puis, il avait 42 ans. Sa classe ne serait sans doute pas appelée tout de suite. Il passerait des visites d'ici là.

De son côté, les siens pouvaient être, par conséquent, rassurés.

Mais la question, il le comprenait, était d'un autre ordre, beaucoup plus élevé celui-là. C'était le cas de conscience que sa femme avait voulu évoquer surtout.

Que vas-tu faire en face de la guerre que tu détestes, que tu flétris, que tu condamnes ? Que vas-tu faire contre elle, comme pacifiste, comme Internationaliste, comme socialiste, avant d'être mobilisé et après l'avoir été si tu l'es et quand tu le seras ?

C'était cela aussi que demandait Mme Courtès. Devant la réponse, il recula, effaré.

Le problème était si énorme et si complexe ; il surgissait avec une soudaineté si imprévue et si brutale qu'il en devenait effrayant.

Où était la vérité ? Où était le devoir et n'y en avait-il pas plusieurs, celui de l'homme et celui du partisan, car les deux devoirs pouvaient se présenter et s'opposer, les partis donnant parfois à l'adhérent des mots d'ordre qui répugnent à l'homme

Or, Courtès, professeur, ayant conquis ses diplômes, du simple certificat d'études primaires à l'agrégation, à force de travail personnel, était un homme avant tout, dans l'acception la plus belle et la plus scrupuleuse du mot.

Sans doute, il avait bien des fois réfléchi à l'attitude que la classe ouvrière devrait avoir en cas de conflagration militaire et il avait suivi, avec beaucoup d'attention, les débats du récent congrès socialiste où l'on avait précisément discuté des moyens à employer pour empêcher la guerre.

Le Congrès, à la majorité, s'était prononcé pour la grève générale et simultanée dans tous les pays.

C'est Jaurès qui, défendant cette thèse contre Jules Guesde qui y voyait, lui, une trahison — non, comme l'écrivait faussement Charras, contre la France mais contre le socialisme, la nation la plus socialiste devant être, d'après lui, vaincue — c'est Jaurès qui avait triomphé.

Courtès, venu tard au socialisme, était plutôt avec Jaurès dont il préférait la Révolution souriante et débonnaire au doctrinarisme farouche et sec prêché par Guesde.

Sur ce point particulier et tragiquement précis discuté au dernier Congrès du Parti, il n'avait pourtant point suivi tout à fait le député du Tarn, se contentant de savoir qu'un vigoureux effort était fait contre la guerre et espérant que la forte autorité de Jaurès, soutenu par le prolétariat et une grosse partie de l'opinion non socialiste mais pacifiste, suffirait à éviter les conflits internationaux menaçants.

Mais Jaurès n'était plus là ; l'opinion était contaminée, pervertie par la presse ; la classe ouvrière, à laquelle on venait de ravir son chef, était désorientée ; le parti, par ses élus, avait, la veille au soir, conseillé le calme.

Que devenait, dans ces conditions, la résolution, la pauvre petite résolution de congrès qui avait pourtant fait pousser, il y avait à peine quinze jours, tant de cris chez les uns et suscité tant d'espérances chez les autres ?

Au lieu de l'effervescence, c'était l'abattement; au lieu de la grève générale, c'était le départ — individuel, hier et aujourd'hui, collectif, demain — pour la caserne, le cantonnement, le front.

Le prolétariat répondait à un ordre mais c'était à l'ordre de mobilisation.

Personnellement non plus, Courtès ne s'était jamais demandé ce qu'il ferait le jour où se présenterait l'éventualité redoutable.

Pacifiste, internationaliste, socialiste, il l'était certes, foncièrement, mais avec Jaurès, il n'avait jamais séparé la patrie de l'Humanité et il avait fait sienne cette formule du tribun : "Un peu d'internationalisme éloigne de la Patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène".

Fallait-il, en prenant les armes contre un autre peuple, sacrifier les devoirs envers l'Humanité aux devoirs envers la Nation ? Fallait-il, en refusant de se battre, sacrifier la Nation à l'Humanité ?

Jaurès, lui, parvenait à concilier les deux devoirs dans cet effort de synthèse qui lui était familier et qui débordait de toute sa nature confiante et optimiste.

Il les avait conciliés pendant la paix. Les aurait-il conciliés au seuil de la guerre ?

Voici qu'un premier doute germait dans l'esprit de Courtès et qu'un nouvel élément de trouble venait s'ajouter à son désarroi déjà si profond.

— Que vas-tu faire ?

Sa femme s'était penchée affectueusement sur lui; lui avait pris ses mains et le regardait avec une tendresse qu'il savait résignée d'avance à toutes les décisions

— même les plus audacieuses, même les plus imprévues.

— Je ne sais pas, dit-il. Je réfléchirai. Nous avons quelques jours devant nous. La section se réunit ce soir. J'irai voir ce qui se passe et ce que l'on décide.

Le soir, en effet, il se rendit à la section socialiste de l'arrondissement. Pas très important, ce groupe. Cent cinquante inscrits, à peine.

Le 16e n'est pas propice au recrutement et à la propagande révolutionnaires. Effectifs restreints, mais dévouements nombreux et culture générale et socialiste développée. Ouvriers, petits commerçants, petits fonctionnaires, quelques intellectuels, avocats et professeurs notamment.

Les discussions sont intéressantes ; la cordialité règne.

On se réunit derrière l'église d'Auteuil, dans une rue où abondent encore les terrains vagues et les jardins. Dans un de ces jardins, des protestants du quartier élevèrent jadis un baraquement qu'ils baptisèrent du nom pompeux de temple quatre murs en planches couverts d'une tôle aujourd'hui trouée en maints endroits et qui laisse complaisamment passer la pluie.

Les socialistes, à la suite d'on ne sait quels avatars, se sont rendus acquéreurs du baraquement, qu'ils ont, avec non moins de pompe, appelé Maison Commune. L'endroit est pittoresque et discret à souhait. La rue voit peu de passants ; de rares becs de gaz y versent une lumière parcimonieuse et la Maison Commune, enfouie en retrait dans de véritables ténèbres, est difficile à découvrir. D'autres baraques la flanquent de chaque côté ; en arrière, dévalent des jardins potagers.

Courtès venait pour la deuxième fois seulement à la section. Il n'y connaissait personne.

La salle, assez grande, était pleine.

Les camarades s'entassaient sur des bancs de bois, alignés régulièrement, comme à l'école.

Comme à l'école aussi il y avait, au fond, une tribune qui ressemblait à une chaire et, cloué à la paroi, derrière la tribune, un tableau noir.

Aux murs, des affiches de propagande. Dans un coin, une armoire contenant des livres et brochures.

Deux lampes à pétrole fumeuses jetaient sur l'auditoire une clarté basse et trouble.

Courtès, discrètement, s'avança et s'assit aux derniers rangs. Un camarade était à la tribune.

Courtès reconnut le vieillard à la longue barbe blanche rencontré la veille rue Montmartre et à la maison de Jaurès. Le jeune homme à cote bleue n'était plus là.

— Qui donc parle ? demanda-t-il à son voisin.

— C'est le père Bars.

Le père Bars, un vieux cordonnier qui avait fait la Commune, racontait l'assassinat de Jaurès, le convoi nocturne qu'il avait suivi avec Edouard Rigout parti le matin même, mobilisé ; le dépôt du corps à la villa de la Tour.

Il disait la douleur de la foule, sa stupeur d'abord puis sa colère grandissante et si difficilement contenue, les larmes versées, les poings tendus ; il répétait les paroles du député ouvrier à la fenêtre de l'Humanité.

Avec des mots incorrects et colorés, il peignait cette soirée tragique, à larges coups de pinceaux, maladroit et émouvant.

Et des camarades pleuraient et Courtès revivait la soirée maudite comme si elle se fût déroulée à nouveau devant lui.

Le père Bars rapporta ensuite les paroles du jeune homme à cote bleue qui l'accompagnait et qui était secrétaire de la 16e section.

— Rigout voulait qu'on tente un mouvement. J'ai la Commune... Ça ne se fait pas si facilement que ça.. Et puis, je lui ai dit : Il nous aurait fallu un Blanqui !

Et il souligna la docilité de la foule et sa prostration une fois le corps de Jaurès enlevé, les plus farouches des militants écrasés sous la douleur et ne sachant plus que pleurer.

Le père Bars en venait maintenant à l'attitude du Parti.

La mobilisation s'effectuait. Elle était officielle depuis 4 heures du soir. Des camarades avaient déjà rejoint : Rigout, secrétaire ; Parseux, trésorier Duhême,

trésorier adjoint.

D'autres partaient demain. La section allait être désorganisée, émiettée, dissoute peut-être.

Il demandait à ceux qui n'étaient pas, pour l'instant, mobilisables de se faire inscrire.

— Alors, on accepte de se faire casser la figure ? questionna une voix.

Le père Bars eut un geste navré.

— Tout le monde marche, répondit-il. On n'y peut rien. Il n'y a qu'à laisser passer l'orage. Que ceux qui sont obligés de partir partent, mais qu'ils se souviennent là-bas qu'ils sont des prolétaires, comme ceux d'en face, des socialistes, des hommes et qu'ils souillent leurs mains le moins possible du sang des autres.

La salle, à cette adjuration, applaudit.

Et le père Bars termina son discours par une péroraison que la centaine d'hommes et de femmes qui l'écoutaient saluèrent de nouveaux applaudissements et de bravos.

— Les amis, je suis bien vieux, mais j'ai encore de la force. Quand vous reviendrez, revenez avec vos armes et je serai à vos côtés. On s'en servira ensemble mais ce sera, cette fois, contre le véritable, contre le seul ennemi le capitalisme.

C'est aujourd'hui un peu comme votre dernière classe, ajouta-t-il, la dernière classe de l'instituteur alsacien... Vous connaissez ce conte patriotique mais émouvant. On l'apprend à nos enfants à l'école. Je fais l'instituteur, sans le vouloir. L'école va peut-être fermer mais elle rouvrira, soyez-en sûrs. Nous nous retrouverons, pour apprendre encore et pour combattre toujours...

Le père Bars avait fini sa harangue cordiale et forte. Une deuxième fois, il invita les non-mobilisés à donner leurs noms. Une dizaine de membres s'approchèrent, parmi lesquels il y avait Courtès. On constitua le nouveau bureau.

Unaniment, le père Bars fut désigné comme secrétaire ; un petit rentier, Emile Gardin, fut nommé trésorier. La séance fut levée après que le père Bars eût prié les camarades de venir sans faute à la réunion qui devait se tenir salle Wagram le lendemain et que Jaurès, quelques heures avant d'être assassiné, avait fait convoquer pour examiner, avec tous les socialistes de la Seine, la situation.

Courtès avait été très touché par l'allocution si simple et si sincère du vieillard. Il lui serra la main, affectueusement, et l'assura qu'il serait à la salle Wagram. Il irait aussi aux obsèques de Jaurès qu'on avait fixées d'abord au dimanche puis au lundi, mais dont on disait qu'elles n'auraient plus lieu, maintenant, que le mardi sans qu'on indiquât les raisons de ce retard anormal.

Les camarades, gravement, se retirèrent. Courtès se trouva seul dans la rue obscure.

Il remonta vers Passy par la rue d'Auteuil et l'avenue Mozart. Des passants, attardés, lisaient l'affiche de mobilisation fraîchement apposée et la proclamation qui l'accompagnait.

Il s'arrêta devant un des placards officiels. Il lut la phrase fameuse. La mobilisation n'est pas la guerre... C'était signé Poincaré, Président de la République et contresigné du président du Conseil et de tous les ministres.

Il eut voulu reprendre espoir mais il sentait que la paix s'effiloçait peu à peu aux mains des gouvernants et des peuples comme une toile inconsistante et ténue.

A la démarche de l'ambassadeur allemand demandant quelle serait, en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, l'attitude de la France, le gouvernement français répondait tragiquement par la mobilisation.

L'Autriche, la Serbie et la Russie étaient aux prises. L'Allemagne allait, à son tour, décréter la mobilisation générale. La déclaration de guerre ne tarderait pas.

Seule, l'Angleterre, en intervenant énergiquement, pouvait encore empêcher la catastrophe.

Interviendrait-elle et dans quel plateau de la balance jetterait-elle la menace de sa lourde épée, et, peut-être, son épée elle-même ?

Il était bien tard maintenant pour imposer une solution amiable. De part et d'autre, ceux qui avaient ou croyaient avoir intérêt à la guerre y poussaient de toutes leurs forces : pangermanistes d'un côté, nationalistes de l'autre, militaires, métallurgistes, financiers de partout, qui avaient longtemps rêvé de cette heure sanglante et bénie, ne la laisseraient pas échapper.

Les moins féroces et les moins rapaces, qui s'étaient contentés de la souhaiter secrètement, faisaient maintenant effort pour qu'elle sonnât enfin puisque la fatalité voulait qu'elle vint sans qu'ils eussent rien fait évidemment pour l'accélérer.

Le vin était tiré il fallait le boire ; les veines de l'Europe s'ouvraient, il fallait que son sang se répandît et que les profiteurs de tous genres et de toutes nations y étanchassent leur soif de bénéfices et de lucre.

Aucune résistance d'ailleurs ne leur était plus opposée. Courtès avait vaguement espéré qu'un mot d'ordre viendrait des dirigeants du Parti Socialiste et de la Confédération Générale du Travail.

Il rentrait de la section sans d'autres conseils que les conseils désolés et résignés du père Bars.

— Laissons passer l'orage, avait dit le vieux communal.

La G. G. T., dans un manifeste, donnait des conseils analogues.

L'orage, par malheur, ne se terminerait pas sans avoir foudroyé quelques arbres de la forêt et sans avoir ravagé bien des récoltes.

Que de dévastation, que de pertes en vies humaines et en argent et quel effort de travail obstiné, épuisant ne faudrait-il pas ensuite fournir, pour réparer le mal et relever les ruines

Courtès, à l'idée des désastres proches, éprouva comme une sorte de vertige et l'énormité même du cataclysme lui fit, de nouveau, douter de sa possibilité et, en tout cas, de sa longueur.

— Si la guerre éclate, elle ne durera pas trois mois, se dit-il.

Elle était là, en attendant, imminente et monstrueuse, comme la bête de l'Apocalypse, soufflant déjà la haine et la flamme dans ses naseaux fumants et prête à broyer sous ses sabots de fer les âmes et les corps.

Qui donc arrêterait le monstre ? Quel homme ou quel Dieu ?

Courtès était arrivé rue Nicolo et se disposait à sonner à son domicile lorsqu'il entendit quelqu'un l'appeler :

— Citoyen Courtès ?

Il se retourna et vit un homme s'approcher.

— Je suis un camarade de la section — j'étais à la réunion tout à l'heure - je voulais vous proposer quelque chose. On ne peut pas laisser le crime s'accomplir. J'ai préparé une bombe. Nous la mettrons, si vous voulez, demain, sous l'Arc de Triomphe. Ça n'empêchera peut-être pas la guerre mais quelle protestation, hein ! et quel raffut !

Il regarda, abasourdi, l'individu qui tenait ce langage.

Fou ? agent provocateur ? Les deux peut-être.

— Nous reparlerons de ça, demain, à Wagram, répondit-il.

Et il pénétra chez lui.

L'homme disparut dans la nuit complice.

CHAPITRE III

Dès deux heures, Courtès était place de l'Etoile, se dirigeant vers la salle Wagram. La physionomie de Paris déjà se modifiait profondément. Les dimanches ordinaires c'est, autour de l'Arc de Triomphe, un flot de promeneurs et des files interminables de voitures. Ce dimanche-là — 2 août 1914 - l'immense place était quasi déserte. La mobilisation commençait à vider Paris sur lequel ne s'étaient pas encore abattus, pour lui infuser une vie nouvelle et crapuleuse, les profiteurs, les embusqués et les aventuriers de toutes les nations alliées et même ennemies.

Ce n'était d'ailleurs pas encore la guerre — officiellement du moins. L'Allemagne ne l'avait pas encore déclarée et son ambassadeur était toujours dans la capitale — à la grande indignation des journaux dont l'un disait, ce matin même, que l'irréparable était accompli, dont l'autre allait écrire, le soir « c'est la guerre ; de quel cœur nous allons la faire ! » et dont un troisième, le lendemain, sommerait M. de Schoen de « déguerpir ».

Ce n'était pas officiellement la guerre, mais Paris prenait un nouveau visage fait d'une gravité froide que, seuls, les accès de fièvre aiguë désormais embraseraient.

Courtès considéra les Champs-Élysées magnifiques et abandonnés ; par-dessus l'Obélisque et les Tuileries, il aperçut les toits du Louvre que la splendide avenue reliait à l'Arc triomphal par une même chaîne de pierres et de souvenirs.

A l'idée qu'un tel joyau pouvait être broyé, pulvérisé par la guerre, Courtès, que chaque pavé parisien troublait aux larmes pour tout le passé qu'il racontait, sentit une angoisse le mordre au cœur. Des hommes seraient-ils assez fous pour détruire en quelques jours ou quelques heures ce que d'autres hommes avaient mis deux mille ans à édifier ?

Il s'arracha à son anxiété et descendit l'avenue Wagram.

Devant la salle, le service d'ordre, considérable d'habitude, était restreint. Qu'avait-on à craindre ? La réunion n'avait plus qu'un intérêt secondaire.

Jaurès vivant, elle eût pu être un conseil de guerre de guerre révolutionnaire — d'où les décisions les plus viriles eussent pu sortir.

Jaurès mort, elle devenait une veillée funèbre sacrée à chanter le los de l'assassiné.

L'affluence était peu nombreuse. Beaucoup de militants avaient pris le train pour le dépôt. Combien, qu'on avait coutume de voir dans les meetings, n'étaient plus là, emportés déjà par la tornade !

Courtès, dans un coin de la salle non remplie, aperçut quelques camarades vus la veille à la 16e section. Il les rejoignit. Le père Bars était parmi eux.

A la tribune, un groupe venait de s'installer.

— Quels sont ces citoyens ? demanda Courtès.

— Des députés, pour la plupart, lui dit le père Bras. L'Etat-major sans le généralissime...

L'auditoire était silencieux et morne.

Que pensait-il et quelles paroles inutiles ou nocives allaient donc prononcer les orateurs ?

— J'espère bien, dit Gardin, le nouveau trésorier de la section, qui n'était d'ailleurs pas mobilisable, qu'ils ne vont pas nous conseiller de marcher. Qu'on ne s'insurge pas, soit puisqu'on ne peut pas, mais de là à accepter la guerre et, peut-être, à la légitimer, il y a une marge...

— Si, cependant, la France est attaquée ! fit observer Lassant, un employé de banque, membre lui aussi de la 16e section.

— Elle ne l'est pas, répondit Gardin. Et quand même elle le serait, ce n'est pas une raison pour que les travailleurs des divers pays s'entre-tuent.

— Le Parti a toujours fait la distinction entre les guerres offensives et défensives, répliqua Lassant.

— Le Parti a eu tort.

— Jaurès, aussi, la faisait.

— Jaurès, pour une fois, s'est trompé.

'La controverse qui s'amorçait entre les deux hommes fut coupée par l'ouverture de la réunion.

Courtès, tout l'être tendu vers les orateurs, écouta. Depuis deux jours, il cherchait vainement, dans le trouble sans cesse accru des événements et de sa conscience, la flamme de vérité. Tout était noir par le monde et en lui, et c'était dans des ténèbres qu'il marchait.

Il était venu ici comme il était allé, la veille, à la section, avec le vague espoir de trouver des éléments de sagesse et de raison dans l'universelle et déconcertante sarabande des esprits. C'est avec de la sagesse et de la raison qu'on délimite et précise le devoir.

Ces hommes qui parlaient n'avaient évidemment pas l'autorité, l'envergure et la science de Jaurès. Ils étaient des chefs mais non les chefs et, si intelligents et instruits que fussent certains d'entre eux, ils étaient loin d'atteindre à sa taille — sa taille de géant.

Habitué d'ailleurs à voir les problèmes à travers lui et à recevoir de lui les solutions toujours exactes, ils étaient peut-être plus désarmés encore par sa disparition que les humbles militants qui, dans cette salle, les écoutaient ou qui pleuraient d'impuissance et de rage au fond de villages perdus.

Tout de même, ils étaient des chefs ou le devenaient.

C'étaient eux qui prenaient le flambeau arraché à la main meurtrie. Ils devaient, à leur tour, le porter haut — en pleine obscurité et en pleins visages — pour qu'on vît clair. Le flambeau était trop lourd pour une seule main ; ils le prendraient à eux tous et l'élèveraient d'un commun effort, toujours plus haut, afin qu'il donnât toujours plus de lumière et plus de chaleur.

L'harmonie des efforts, avait dit le maître, supplée à l'absence de génie.

Les responsabilités étaient grandes ; elles étaient terribles. Il fallait savoir les assumer, simplement, courageusement, non comme des héros — il y en a peu — mais comme des hommes, des hommes de bon sens, de clairvoyance, d'audace et de devoir il est vrai.

Que disaient ces hommes, nantis d'une succession si lourde mais si riche ; pourvus de responsabilités effroyable, mais aussi d'enseignements si purs et si féconds ?

— La guerre est due à l'inconscience du prolétariat. C'est parce que les travailleurs n'ont pas su s'organiser fortement que la guerre est venue, clamait l'un. Faisons-la quand même la défense nationale le veut.

— La guerre est la conséquence de l'alliance franco-russe. C'est le tsarisme qui nous a

menés à la guerre, scandait l'autre. Faisons-la quand même : la défense nationale le veut.

— Cette guerre ne ressemblera pas aux guerres précédentes, assurait le troisième. Quand nous serons vainqueurs, nous ne ferons pas ce qu'ont fait les Allemands en 1871. Nous dirons aux Alsaciens-Lorrains libérés : « Nous ne vous imposons pas la nationalité française. Choisissez celle qui vous plaît ou restez neutres si vous le préférez. » La guerre est atroce. Faisons-la quand même : la défense nationale le veut. Un quatrième orateur déclarait enfin qu'à l'exemple des grands aïeux de 1792, la guerre qu'on allait faire serait faite non contre les peuples mais contre les rois.

Il n'était pas jusqu'au vétéran respecté, Edouard Vaillant, qui ne flétrît l'agression dont la France était menacée et ne proclamât la nécessité sacrée de défendre la Patrie en danger.

« C'est un sinistre destin, s'écriait-il, qui nous accule à une guerre de défense ; en présence de l'agression, les socialistes rempliront leur devoir, pour la Patrie, pour la République, pour l'Internationale ! »

Ainsi, le mot d'ordre du Parti socialiste ou, du moins de ses dirigeants, était qu'il fallait participer à la guerre — la guerre qui était dénoncée, deux jours avant, comme le crime suprême et dont une déclaration du groupe au Parlement, rédigée par Jaurès disait que la France ne pouvait pas y être jetée par l'interprétation plus ou moins arbitraire de traités secrets et d'engagements occultes.

Les paroles du citoyen Vaillant furent accueillies par des applaudissements. Quelques auditeurs, pourtant, murmurèrent.

Était-ce bien le membre de la Commune qui s'exprimait et comment ce qui était abominable hier pouvait-il devenir sacré aujourd'hui ?

Gardin, à voix haute, essaya de protester. Le père Bars le retint.

— A quoi bon ! Il n'y a rien à faire.

— Ils ont raison, approuva Lassant. L'indépendance de la nation doit être sauvegardée.

Gardin eut un ricanement :

— L'indépendance de la nation, c'est Rothschild et c'est Schneider. C'est pour les millions de ces gens-là qu'on nous invite à nous faire tuer. Je ne coupe pas, moi, dans le panneau.

Mais les orateurs démontraient avec force la nécessité du sacrifice.

La France menacée, la France envahie peut-être dans quelques heures, avait le droit et le devoir de se défendre et les travailleurs devaient comprendre combien il était indispensable de collaborer à cette œuvre de salut commun.

Contre le militarisme allemand, il fallait se lever et sauver les libertés républicaines et la démocratie qu'il mettait en péril.

Un ordre du jour équivoque et contradictoire fut voté.

La réunion finie, Courtès sortit plus tourmenté que jamais.

Ce changement d'attitude du Parti socialiste l'étonnait. Il en chercha, loyalement, l'explication. La situation, il fallait en convenir, n'était plus la même qu'il y avait deux jours. Si l'on en croyait les dépêches, sujettes il est vrai à caution, l'Allemagne semblait bien, maintenant, vouloir la guerre. Les torts apparents, en tout cas, étaient contre elle. Le gouvernement français, au contraire — et Jaurès s'en était porté garant dans son discours de Bruxelles — prétendait faire tous ses efforts pour maintenir la paix. La mobilisation qu'il avait décrétée n'était, pour lui, disait-il dans sa proclamation, que le meilleur moyen qui restât de conserver la paix dans l'honneur.

Si l'Allemagne, comme c'était probable, allait déclarer la guerre ; s'il était vrai que des postes frontières eussent été déjà attaqués, qu'un caporal fût tué et que l'agression fût incontestable, le devoir -- le devoir national et socialiste — n'était-il pas de barrer, d'un cœur navré mais résolu, poitrine contre poitrine, fusil contre fusil, la route de l'envahisseur ?

Poignante question dont bien des âmes allaient être déchirées et qui torturait la conscience de Courtès. Heureux ceux qui ne connurent pas ces drames intérieurs, de quelque côté qu'ils se trouvaient et dans quelque camp de partisans qu'ils allaient finalement planter leur tente orgueilleuse

Place de l'Étoile, le professeur fut rejoint par le père Bars, Gardin et Lassant qu'il avait laissés conversant avec des camarades d'autres sections.

Ils s'engagèrent ensemble dans l'avenue Kléber. Gardin, farouche, la barbiche au vent, parlait de trahison.

— Ce n'était pas assez d'avaloir l'assassinat de Jaurès. Nous voici à présent forcés d'avaloir la guerre.

— Il n'y a pas moyen de faire autrement, répéta le père Bars. On réglera les comptes plus tard, quand ce sera fini.

Lassant, obstiné, invoqua de nouveau la Défense Nationale et il sollicita l'avis de Courtès.

— Qu'en pensez-vous, camarade ?

Courtès sentit comme une honte l'envahir dans l'impossibilité où il était de formuler une pensée nette.

Si des hommes de sa valeur, de sa culture et de sa profession étaient à ce point indécis et désemparés ; s'ils étaient prêts, peut-être, à accepter, avec les orateurs de tout à l'heure, le dogme de la patrie menacée, de cette patrie ingrate qu'il fallait pourtant, coûte que coûte, sauver, fût-ce au prix de son sang et de ses idées même ; s'il leur apparaissait, à la lumière cependant bien trouble des derniers télégrammes diplomatiques, que la responsabilité de la guerre imminente incombait à l'Allemagne, comment pouvait-on s'étonner que de simples ouvriers ou de simples paysans crussent dès l'abord ce que leurs journaux ou leurs chefs leur racontaient et fussent disposés à faire incontinent, avec enthousiasme ou résignation, ce qu'il était convenu d'appeler le devoir ?

— Excusez-moi, répondit-il à Lassant, mais je suis absolument dérouté. Je ne vois plus clair. Tout cela est si brusque et si tragique !

Et simplement, en quelques mots sans apprêt, selon les habitudes qu'il avait de vivre et de parler, il mit son âme à nu.

— Je cherche où est le devoir... Je ne le discerne pas encore, avoua-t-il.

— Il n'y a qu'un devoir c'est un devoir de classe, répliqua Gardin, féru d'expressions de ce genre. Les intérêts du socialisme passent avant ceux de la nation.

— Etes-vous bien sûr, objecta doucement Courtès, que, dans certaines circonstances, ils ne puissent pas se confondre ?

— L'Internationale est au-dessus de la Patrie.

— C'est avec des patries qu'on fait l'Internationale.

— Les guerres sont toutes d'origine capitaliste !

— Oui, mais qui sait si elles ne peuvent pas avoir des fins révolutionnaires ?

Les deux hommes avaient croisé le fer vivement. Gardin allait riposter. Courtès, sans le vouloir, prévint la contre-attaque.

— Vous ne pouvez pas imaginer mes angoisses, dit-il. Jamais je n'ai connu des heures

pareilles.

Ils étaient arrivés au Trocadéro. Ils se séparèrent, Lassant, Gardin et le père Bars se rendant à Auteuil où ils habitaient, Courtès regagnant, par l'avenue Henri-Martin, la rue Nicolo.

— A mardi, aux obsèques de Jaurès, lui rappela le père Bars en lui serrant la main.

— A mardi.

Le mardi matin, Courtès était des premiers au rendez-vous funèbre.

Cette fois, c'était la guerre.

La veille au soir, le chancelier allemand avait transmis à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris une dépêche disant que, bien que la France eût assuré avoir institué une zone neutre de 10 kilomètres, les troupes françaises avaient, hier déjà, vers Montreux-Vieux et dans les Vosges, franchi la frontière et s'étaient établies en territoire allemand.

D'autre part, des avions français, affirmait le chancelier, avaient survolé Nuremberg.

La France, au dire de l'Allemagne, s'était donc placée en état de guerre à l'égard de ce pays.

M. de Schoen avait porté ce télégramme à M. Viviani et demandé ses passeports, puis il était parti.

L'ultime espoir de voir une conciliation suprême intervenir était définitivement anéanti. Le cheval d'Attila, dont avait parlé Jaurès au meeting de Bruxelles, ne trébuchait plus et n'hésitait plus. Il se précipitait délibérément dans l'abîme, entraînant avec lui vingt millions de victimes.

Et c'étaient, avec les funérailles de Jaurès, les funérailles mêmes de la Paix. L'Homme et l'Idée qu'il avait si magnifiquement servie étaient ensevelis dans le même linceul. Tous deux gisaient là, dans cercueil, côte à côte, en bons compagnons de lutte et d'amour, en époux fidèles qui n'acceptaient de survivre l'un à l'autre et qui, dans une tombe commune, allaient partager la mort comme ils avaient partagé la vie.

Une tribune et un catafalque avaient été dressés à l'angle de l'avenue Henri-Martin et de la rue de la Pompe.

Une foule disparate faisait cercle.

Tous les amis non encore happés par la mobilisation étaient là ; quelques ennemis aussi.

Une immense torpeur pesait sur cette foule dont on avait redouté, en haut lieu, les gestes vengeurs et qui n'était prodigue maintenant que de pitié.

Des sections étaient venues avec leurs drapeaux et la pourpre des étendards se mariait en une symphonie éclatante au vert déjà défraîchi des marronniers de l'avenue.

Courtès, qui s'était groupé avec les camarades de la 16e section, en face de la mairie, remarqua un drapeau tricolore qu'une organisation indépendante arborait.

Des lettres fulguraient sur l'étoffe Valmy 1792.

Était-ce bien vrai que la Révolution française, dans son effort de défense extérieure, recommençât et que Valmy revînt ?

Les discours avaient commencé. Des lambeaux de phrases arrivaient aux oreilles de Courtès. Des amis parlaient, des ennemis aussi.

— Je l'avais reçu jeudi soir, disait, les larmes aux yeux, M. Viviani, président du Conseil. Sa voix, éclatante dans le discours, persuasive et douce, presque câline dans l'entretien, suppliait pour la paix, dans la justice et dans l'honneur. Son cœur, son caractère, sa haute conscience, cette vie probe et simple, tout entière vouée au devoir,

cet apostolat inlassable, ce parti pris de défendre les opprimés emportaient notre estime et notre admiration.

C'était ensuite Vaillant :

— Il nous dirait, assurait le député du 20e, que, devant cette catastrophe générale qui s'annonce, au moment où toutes les forces de barbarie, toutes les puissances du militarisme impérialiste se déchaînent contre nous, nous ne devons pas perdre ni même laisser faiblir notre foi internationaliste ni notre foi socialiste. Il nous recommanderait le sang-froid... Fortifions-nous pour la lutte. Jurons de faire notre devoir jusqu'au bout pour la Patrie, pour la République, pour la Révolution. »

Jouhaux, au nom de la C. G. T., apportait un hommage émouvant :

— Ceux qui vont partir et dont je suis... Oui, c'est vrai, entre nous et lui, il y eut quelques divergences de tactique, mais ces divergences n'étaient, pour ainsi dire, qu'à fleur d'âme. Jaurès était notre pensée, notre doctrine vivante. C'est dans son image, c'est dans son souvenir que nous puiserons nos forces dans l'avenir.

— Ils nous l'ont tué, claironnait Sembat dont les yeux se voilaient de pleurs derrière le lorgnon embué; ils nous l'ont tué au moment où la France avait le plus besoin de lui et c'est maintenant que ses adversaires comprennent ce que la France et le monde ont perdu.

— « Au nom de ses anciens collègues, élèves et maîtres de l'Université, venait dire M. Ferdinand Buisson, je salue le grand citoyen qui avait toujours su partout aimer la Patrie dans l'humanité et l'humanité dans la Patrie.

— Nous sommes à travers le monde, terminait Camille Huysmans, député belge et secrétaire du Bureau Socialiste International, dix millions d'ouvriers organisés pour lesquels le nom de Jaurès incarnait l'aspiration la plus noble, la plus éloquente la plus complète du socialisme. Il symbolisait une époque. Il n'appartenait pas seulement à la France mais à toutes les nationalités. Il était plus que la Parole. Il était plus que l'Orateur. Il était la conscience.

De Viviani à Vaillant en passant par Jouhaux, Ferdinand Buisson, Bracke et d'Estournelles de Constant, tous ne s'accordaient-ils pas déjà non seulement à louer le grand mort mais encore — sans craindre d'outrager au cadavre — à conseiller l'acceptation de la guerre et des obligations qu'elle comportait ?

A quelles influences mystérieuses et subites obéissaient donc, pour agir ainsi, ceux de ces hommes qui, avec Jaurès, avaient mené pendant vingt ans le bon combat contre la guerre, harcelant, à ses côtés, la bête immonde, la criblant d'invectives et de blessures, la traquant au fond des repaires les plus retirés jusqu'au jour où, dans un bond imprévu et formidable, elle s'élançât sur les chasseurs et les déchiquetât, à coups de mufle, à coups de griffes et à coups de crocs, dans une frénésie brusque de chair fraîche et de sang ?

Qui pouvait expliquer que Vaillant, le Vaillant de la Commune, cosignataire de la motion Keir Hardie votée au Congrès de Paris la quinzaine précédente, le Vaillant qui avait lancé le cri de « Plutôt l'insurrection que la guerre » se ralliât aujourd'hui à la guerre et demandât au prolétariat de se battre, non pour la Révolution mais pour la Patrie ?

Ah ! pour d'autres, le mot terrible de Rigout au père Bars pouvait être vrai. Les hommes sont faibles et il faut avoir des âmes solidement trempées pour résister, dans des circonstances semblables, à la panique, aux promesses ou aux menaces !

Mais pour Vaillant, pour ce vieillard si probe, si noble et si froidement courageux, qui n'avait jamais failli ou seulement trébuché, dont toute la vie avait été consacré à la

cause révolutionnaire, qui avait affronté les périls de la bataille des rues et risqué les feux de peloton de Galliffet, pour celui-là du moins, on ne pouvait pas parler de lâcheté !

C'étaient donc des raisons graves, des raisons capitales, des raisons socialistes qui le guidaient ; c'était donc que la responsabilité de l'Allemagne lui semblait établie et que, liant la destinée du socialisme à celle de la nation, il croyait nécessaire, pour sauver l'un d'assurer le salut de l'autre ?

Courtès se posait mentalement ces questions et, sans qu'il y répondit, elles l'ébranlaient profondément.

Puisque Vaillant pensait, parlait, agissait de la sorte, qui sait si Jaurès lui-même n'eût pas — le Rubicon de la guerre franchi — pensé, parlé, agi pareillement !

Les discours étaient finis. Le cortège se forma et ce fut le défilé morne par les avenues luxueuses et rassurées qu'un flot révolutionnaire eût pu battre de ses vagues redoutables et qui ne voyaient passer qu'un enterrement.

Au pont Alexandre III, le père Bars, qui s'était renfermé jusqu'ici dans un silence farouche, eut une exclamation. Il venait de jeter un coup d'œil vers les Champs-Élysées et le souvenir d'autres funérailles auxquelles il avait, tout jeune, assisté, le gagnait.

— Ah c'est égal !... si Blanqui avait été là...

— Blanqui était très patriote. Il avait fondé la Patrie en danger, fit remarquer Courtès.

— Oui, mais, caché derrière un arbre de ces Champs-Élysées que nous voyons là, il avait, lors des obsèques de Victor Noir où j'étais, passé ses troupes en revue.

— Il ne donna pas le signal de l'émeute, dit Courtès.

— Il l'aurait pu. Victor Noir est mort une deuxième fois et nul Blanqui ne compte, derrière ces arbres, les révolutionnaires qui suivent le cercueil. Il est vrai qu'on a su s'arranger, avec la mobilisation pour qu'ils ne soient ni bien nombreux ni bien dangereux.

Le cortège débouchait place de la Concorde. La voiture mortuaire s'engagea sur le pont.

Le corps allait être transporté au pays natal, dans cette terre d'Oc que Jaurès aimait tant et en laquelle il allait communier une suprême et éternelle fois.

La foule, retenue sur place, vit s'éloigner la dépouille rigide de celui qui avait été la Force, la Vie, le Verbe.

Tout le monde pleurait. Un cri — qui était une lamentation — monta.

« Adieu ! Jaurès ! Adieu ! Jaurès ! »

L'après-midi, dans le Palais d'en face, une Chambre en délire acclamait, socialistes compris, l'union sacrée.